

---

Troisième session, trentième Législature

---

---

Third Session, Thirtieth Legislature

---

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

**Projet de loi n°2**

**Bill No. 2**

Loi modifiant la Loi du crédit agricole

An Act to amend the Farm Credit Act

---

Première lecture

---

---

First reading

---

M. TOUPIN

---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC  
CHARLES-HENRI DUBÉ  
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1975



## Projet de loi n° 2

Loi modifiant la Loi du crédit agricole

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

**1.** L'article 1 de la Loi du crédit agricole (Statuts refondus, 1964, chapitre 108), remplacé par l'article 1 du chapitre 41 des lois de 1969 et modifié par l'article 1 du chapitre 32 des lois de 1972, est de nouveau modifié:

*a)* par le remplacement du paragraphe *c* par le suivant:

« *c* » « agriculteur »: un exploitant agricole qui est propriétaire ou locataire d'une ferme; il désigne également, dans le cas de propriété indivise d'une ferme, plusieurs personnes physiques à condition que parmi celles-ci, il se trouve un ou plusieurs exploitants agricoles détenant au moins soixante pour cent des droits de propriété dans telle ferme; »;

*b)* par l'insertion, après le paragraphe *c*, du suivant:

« *c*<sup>1</sup> » « aspirant-agriculteur »: toute personne physique âgée d'au moins dix-huit ans et d'au plus quarante ans, propriétaire ou locataire d'une ferme, qui s'adonne à l'agriculture sans en faire sa principale occupation et s'engage à en faire sa principale occupation dans les délais et suivant les conditions fixés par règlement; »;

*c)* par l'addition, à la fin du paragraphe *d*, des mots suivants: « il désigne aussi tout autre immeuble qui, de l'avis de l'Office, peut raisonnablement être considéré comme faisant partie d'une ferme

## Bill No. 2

An Act to amend the Farm Credit Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

**1.** Section 1 of the Farm Credit Act (Revised Statutes, 1964, chapter 108), replaced by section 1 of chapter 41 of the statutes of 1969 and amended by section 1 of chapter 32 of the statutes of 1972, is again amended:

*(a)* by replacing paragraph *c* by the following:

“(c) “farmer”: a farm operator who is the owner or lessee of a farm; it also designates, in the case of undivided ownership of a farm, several physical persons provided that among them there are one or more farm operators holding at least sixty per cent of the ownership in such farm;”;

*(b)* by inserting, after paragraph *c*, the following:

“(c<sup>1</sup>) “aspiring farmer”: any physical person not less than eighteen nor more than forty years of age who, being the owner or lessee of a farm, practises farming without making it his principal occupation and undertakes to make it his principal occupation within the delays and according to the conditions fixed by regulation;”;

*(c)* by adding, at the end of paragraph *d*, the following words: “it also designates any other immovable which, in the opinion of the Bureau, may reasonably be considered as forming part of a farm in

## NOTES EXPLICATIVES

L'article 1 de ce projet modifie les définitions des diverses catégories d'emprunteurs pour rendre admissibles aux prêts les locataires de ferme. Il propose également d'inclure dans la loi les définitions d'« aspirant-agriculteur » et de « coopérative d'exploitation agricole » comme nouvelles catégories d'emprunteurs. Il réduit de 66 2/3% à 60% ou fixe à 60%, selon le cas, la proportion des intérêts que doivent détenir les exploitants agricoles dans une corporation d'exploitation agricole, une coopérative d'exploitation agricole, une société d'exploitation agricole ou des emprunteurs conjoints pour rendre ces groupes admissibles à un prêt.

L'article 2 augmente de quatre à cinq le nombre de régisseurs de l'Office du crédit agricole du Québec.

L'article 3 permet à l'Office de transporter son siège social dans une autre localité de la Communauté urbaine de Québec et prévoit les formalités à suivre pour publier ce changement et en aviser les bureaux d'enregistrement.

L'article 4:

a) permet à l'Office, d'une part, de consentir un prêt hypothécaire sur une partie seulement de la ferme d'un emprunteur et, d'autre part, de consentir un tel prêt non seulement sur la totalité ou sur une partie de sa ferme, mais aussi sur la totalité ou sur une partie d'une autre ferme;

b) réduit de 33 1/3% à 20% ou fixe à 20%, selon le cas, la proportion des intérêts que doit détenir un exploitant agricole âgé de 18 à 40 ans dans un groupe pour rendre celui-ci admissible à un prêt hypothécaire pouvant atteindre 90% de la valeur de la ferme;

## EXPLANATORY NOTES

Section 1 of this bill amends the definitions of the various categories of borrowers, to qualify farm lessees for loans. It also proposes the inclusion in the act of the definitions of "aspiring farmer" and "agricultural operations cooperative" as new categories of borrowers. It also reduces from 66 2/3% to 60% or, as the case may be, fixes at 60%, the proportion of the interests that farm operators must hold in an agricultural operations corporation, an agricultural operations partnership or an agricultural operations cooperative, or among joint borrowers, to qualify such groups for a loan.

Section 2 increases from four to five the number of members (régisseurs) of the Québec Farm Credit Bureau.

Section 3 enables the Bureau to transfer its head office to another locality in the Québec Urban Community and provides the formalities to be followed to publish such change of address and to notify the registration offices of it.

Section 4:

(a) enables the Bureau, on one hand, to grant a hypothecary loan on only part of a borrower's farm and, on the other hand, to grant such a loan not only on the whole of the farm or on part of it but also on the whole or part of another farm;

(b) reduces from 33 1/3% to 20% or as the case may be, fixes at 20% the proportion of the interests that a farm operator of 18 to 40 years of age must hold in a group to qualify such group for a hypothecary loan of a value of up to 90% of the value of the farm;

à l'égard de laquelle un prêt peut être consenti; »;

d) par le remplacement, dans les huit dernières lignes du paragraphe *f*, des mots « , pourvu que tous ses actionnaires soient des personnes physiques, qu'au moins les deux tiers en valeur des actions de toute catégorie soient la propriété d'exploitants agricoles et qu'au moins la majorité d'entre eux ait pour activité principale l'exploitation de cette ferme; » par ce qui suit: « ou locataire, pourvu que tous ses actionnaires soient des personnes physiques et qu'au moins soixante pour cent des actions de chaque catégorie émises soient la propriété d'exploitants agricoles dont la majorité a pour principale occupation l'exploitation de cette ferme; »;

e) par l'addition, après le paragraphe *f*, du suivant:

« *f*<sup>1)</sup> « coopérative d'exploitation agricole »: une société coopérative agricole formée en vertu de la Loi des sociétés coopératives agricoles (Statuts refondus, 1964, chapitre 124) ou une association coopérative formée en vertu de la Loi des associations coopératives (Statuts refondus, 1964, chapitre 292), ayant pour objet principal et pour activité principale l'exploitation d'une ferme rentable dont elle est propriétaire ou locataire, pourvu que tous ses producteurs actionnaires ou tous ses membres, selon le cas, soient des personnes physiques, qu'au moins soixante pour cent des actions ordinaires émises ou des parts sociales, selon le cas, soient la propriété d'exploitants agricoles et que la majorité de ses producteurs actionnaires ou de ses membres, selon le cas, soient des exploitants agricoles dont la majorité a pour principale occupation l'exploitation de cette ferme; »;

f) par le remplacement, dans les sept dernières lignes du paragraphe *g*, des mots « et qui est formée au moyen d'un contrat écrit conforme aux règlements et constituée d'exploitants agricoles dont la majorité a pour activité principale l'exploitation de cette ferme dont la propriété a été apportée à la société par un ou plusieurs d'entre eux; » par ce qui suit: « dont elle est propriétaire ou locataire, qui est formée au moyen d'un contrat écrit conforme au règlement, qui est constituée de personnes physiques et dont au moins soixan-

respect of which a loan may be granted;”;

(*d*) by replacing the words “which it owns, provided that all of its shareholders are physical persons, that not less than two-thirds in value of the shares of any class is owned by farm operators and that the principal activity of at least the majority of them is the operation of such farm” in the last eight lines of paragraph *f* by the following: “of which it is the owner or lessee, provided that all of its shareholders are physical persons and at least sixty per cent of the issued shares of each class are owned by farm operators among whom the principal occupation of the majority is the operation of such farm;”;

(*e*) by adding, after paragraph *f*, the following:

“(f<sup>1</sup>) “agricultural operations cooperative”: an agricultural cooperative association established under the Cooperative Agricultural Associations Act (Revised Statutes, 1964, chapter 124) or a cooperative association established under the Cooperative Associations Act (Revised Statutes, 1964, chapter 292), having as its main object and principal activity the operation of an economic farm of which it is the owner or lessee, provided that all of its shareholder-producers or all of its members, as the case may be, are physical persons, that at least sixty per cent of the issued ordinary shares or of the common shares, as the case may be, are owned by farm operators and that the majority of its shareholder-producers or members, as the case may be, are farm operators among whom the principal occupation of the majority is the operation of such farm;”;

(*f*) by replacing the words “and which is constituted by a written contract complying with the regulations, and is composed of farm operators the majority of whom have as their principal activity the operation of such farm, the ownership of which has been vested in the partnership by one or more of them;” in the last eight lines of paragraph *g* by the following: “of which it is the owner or lessee, constituted by a written contract in accordance with the regulations, composed of physical persons and in which at least

c) augmente le montant total maximum des prêts qui peuvent être consentis par l'Office du crédit agricole du Québec en vertu de la loi, de \$40,000 à \$100,000 dans le cas d'un individu et de \$60,000 à \$200,000 dans le cas d'un groupe;

d) prévoit que le prêt additionnel garanti par nantissement agricole peut être accordé à la suite ou à l'occasion d'un transfert de prêt hypothécaire déjà consenti par l'Office ou d'une vente de ferme aussi consentie par lui;

e) augmente, à l'intérieur des nouveaux maximums d'emprunt déjà indiqués, le montant maximum des prêts qui peuvent être consentis sur la garantie d'un nantissement agricole, de \$15,000 à \$40,000 dans le cas d'un individu et de \$20,000 à \$80,000 dans le cas d'un groupe et il augmente de 70% à 80% de la valeur des biens nantis, la limite possible pour déterminer le montant maximum du prêt garanti par nantissement.

L'article 5 prévoit que, lorsque effectivement des agriculteurs exploitent conjointement une ferme rentable constituée de l'ensemble de leurs fermes, ils ne peuvent obtenir un prêt qu'en qualité d'emprunteurs conjoints.

L'article 6 accorde au gouvernement le pouvoir d'autoriser le ministre des finances à prêter à l'Office les montants nécessaires pour faire les prêts autorisés par la loi et autorise le ministre des finances à verser à l'Office les sommes requises pour combler annuellement la différence entre les intérêts payables par ce dernier sur ses emprunts et ses intérêts qu'il perçoit de ses emprunteurs ou débiteurs.

De plus, cet article accorde au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir d'autoriser le ministre des finances à combler le déficit d'opérations accumulé par l'Office au 31 mars 1975.

Les articles 7 et 8 sont de concordance.

L'article 9 détermine l'intérêt annuel que produit tout versement arriéré de principal ou d'intérêt.

L'article 10 permet à l'Office, dans les cas suivants les modalités prévus par règlement, d'assortir un prêt d'un programme d'opérations financières et de surveiller la réalisation de ce programme.

(c) increases the maximum total amount of the loans which may be granted by the Québec Farm Credit Bureau under this act, from \$40,000 to \$100,000 in the case of an individual, and from \$60,000 to \$200,000 in the case of a group;

(d) provides that the additional loan secured by pledge of agricultural property may be granted following or on the occasion of the transfer of a hypothecary loan already granted by the Bureau or the sale of a farm also authorized by it;

(e) increases, within the new loan maximums already mentioned, the maximum amount of the loans which may be granted on the security of a pledge of agricultural property, from \$15,000 to \$40,000 in the case of an individual and \$20,000 to \$80,000 in the case of a group, and increases from 70% to 80% of the pledged property, the possible limit for determining the maximum amount of the loan secured by pledge.

Section 5 provides that, when farmers actually jointly operate an economic farm formed by the aggregate of their farms, they may obtain a loan only as joint borrowers.

Section 6 grants the Government the power to authorize the Minister of Finance to lend the Bureau the amounts necessary to make the loans authorized by law and authorizes the Minister of Finance to pay to the Office the sums required each year to make up the difference between the interest payable by the Bureau on its borrowings and the interest it collects from its borrowers or debtors.

Furthermore, this section grants the Lieutenant-Governor in Council the power to authorize the Minister of Finance to make up the accumulated operating deficit of the Bureau to 31 March 1975.

Sections 7 and 8 are concordance provisions.

Section 9 determines the annual interest borne by any unpaid instalment of capital or interest.

Section 10 enables the Bureau, in the cases and according to the terms and conditions provided for by regulation, to pair a loan with a programme of financial operations and to supervise the carrying out of such programme.

te pour cent des intérêts sont la propriété d'exploitants agricoles dont la majorité a pour principale occupation l'exploitation de cette ferme; cette expression désigne également plusieurs personnes physiques, propriétaires par indivis d'une ferme rentable, lorsqu'au moins soixante pour cent des droits de propriété dans telle ferme sont détenus par des exploitants agricoles dont la majorité a pour occupation principale l'exploitation de cette ferme, chacune de ces personnes étant considérée comme un sociétaire pour les fins de la présente loi; »;

g) par l'insertion, dans la première ligne du paragraphe *j*, après le mot « agriculteur », des mots « un aspirant-agriculteur, une coopérative d'exploitation agricole, »;

h) par le remplacement des paragraphes *k* et *l* par les suivants:

« *k*

« *l*

**2.** L'article 2 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, du mot « quatre » par le mot « cinq ».

**3.** L'article 5 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **5.** L'Office a son siège social dans la Ville de Québec; il peut toutefois le transporter dans une autre localité de la Communauté urbaine de Québec avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil; un tel changement entre en vigueur sur publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*.

L'Office peut aussi avoir des bureaux à tout autre endroit de la province qu'il juge nécessaire.

sixty per cent of the interests are owned by farm operators among whom the principal occupation of the majority is the operation of such farm; this expression also designates several physical persons who are the undivided owners of an economic farm when at least sixty per cent of the property rights in such farm are held by farm operators among whom the principal occupation of the majority is the operation of such farm, each of such persons being considered as a partner for the purposes of this act; »;

(*g*) by inserting after the word "farmer," in the first line of paragraph *j*, the words "aspiring farmer, agricultural operations cooperative,";

(*h*) by replacing paragraphs *k* and *l* by the following:

« (*k*) "joint borrowers": several physical persons to whom a loan is granted jointly, who jointly operate an economic farm constituted of all the farms of which they are the owners or lessees while sharing, according to the proportions determined among them, the income from the aggregate of such farms, provided that at least sixty per cent of the aggregate of the interests in such farm are owned by a number farmers;

« (*l*) "regulation": any regulation made under this act; ».

**2.** Section 2 of the said act is amended by replacing the word "four" in the third line by the word "five".

**3.** Section 5 of the said act is replaced by the following:

« **5.** The Bureau has its head office in the City of Québec; it may, however, transfer it to another locality in the Québec Urban Community with the approval of the Lieutenant-Governor in Council; such a change shall come into force on publication of a notice to that effect in the *Québec Official Gazette*.

The Bureau may also have offices at any other place in the Province it considers necessary.

*L'article 11 octroie à l'Office des pouvoirs d'inspection et d'enquête pour les fins de la loi elle-même, de toute autre loi dont l'administration lui ressortit ainsi que de tout plan, programme ou projet dont la direction peut lui être confiée.*

*Les articles 12, 13, 14, 15 et 16 sont de concordance.*

*L'article 17 rend habiles à siéger au comité consultatif constitué pour assister l'Office du crédit agricole, non seulement les personnes compétentes en agriculture, mais aussi les personnes compétentes en foresterie, et il augmente le nombre des membres de ce comité de dix à douze.*

*L'article 18 étend la compétence du comité consultatif à l'étude de toute loi, plan, programme ou projet qui ressortira dorénavant à la compétence de l'Office du crédit agricole.*

*Section 11 grants inspection and investigation powers to the Bureau for the purposes of this act and any other act administered by the Bureau, as well as of any plan, programme or project the direction of which may be entrusted to it.*

*Sections 12, 13, 14, 15 and 16 are concordance provisions.*

*Section 17 entitles not only persons competent in agriculture but also persons competent in forestry to sit on the advisory committee established to assist the Québec Farm Credit Bureau and it increases the number of members of such committee from ten to twelve.*

*Section 18 extends the competence of the advisory committee to the study of every act, plan, programme or project under the jurisdiction of the Farm Credit Bureau.*

Après la publication de l'avis de changement d'adresse de l'Office mentionné au premier alinéa, celui-ci en avise le registrateur de chaque division d'enregistrement dans laquelle se trouvent situés des immeubles hypothéqués en faveur de l'Office, et ce dernier avis a le même effet pour chacun desdits immeubles que s'il avait été donné en vertu des dispositions de l'article 2161*b* du Code civil, mais le registrateur n'est pas obligé de se conformer aux prescriptions de l'article 2161*c* du Code civil à la suite de tel avis. »

4. L'article 8 de ladite loi, modifié par l'article 1 du chapitre 38 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), par l'article 6 du chapitre 17 des lois de 1966/1967, par l'article 5 du chapitre 41 des lois de 1969, par l'article 26 du chapitre 44 des lois de 1969, par l'article 23 du chapitre 85 des lois de 1971 et par l'article 2 du chapitre 32 des lois de 1972, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du premier alinéa du paragraphe *d* par le suivant:

« *d*) Consentir à tout emprunteur répondant aux critères de besoin établis par règlement un prêt garanti par première hypothèque sur la totalité ou une partie de sa ferme, jusqu'à concurrence de quatre-vingt pour cent de la valeur établie par l'Office. »;

b) par le remplacement, dans la dernière ligne du deuxième alinéa du paragraphe *d*, du mot « ans » par ce qui suit: « ans, pourvu que ses intérêts dans la ferme rentable exploitée par eux représentent, de l'avis de l'Office, au moins vingt pour cent de l'ensemble des intérêts dans cette dernière »;

c) par le remplacement, dans les six dernières lignes du troisième alinéa du paragraphe *d*, des mots « détenant le tiers ou plus en valeur des actions de toute catégorie de la corporation, ou dont les intérêts dans la société représentent, de l'avis de l'Office, au moins le tiers de l'ensemble des intérêts dans cette dernière. » par les mots « détenant en propriété au moins vingt pour cent des actions de chaque catégorie émises par la corporation ou dont les intérêts dans la société représentent, de l'avis de l'Office, au moins vingt

After publication of the notice of the change of address of the Bureau mentioned in the first paragraph, the Bureau shall notify it to the registrar of each registration division in which immoveables hypothecated in favour of the Bureau are situated, and such latter notice shall have the same effect for each of the said immoveables as if it had been given under the provisions of article 2161*b* of the Civil Code, but the registrar is not required to comply with the provisions of article 2161*c* of the Civil Code following such a notice."

4. Section 8 of the said act, amended by section 1 of chapter 38 of the statutes of 1965 (1st session), by section 6 of chapter 17 of the statutes of 1966/1967, by section 5 of chapter 41 of the statutes of 1969, by section 26 of chapter 44 of the statutes of 1969, by section 23 of chapter 85 of the statutes of 1971 and by section 2 of chapter 32 of the statutes of 1972, is again amended:

(a) by replacing the first paragraph of paragraph *d* by the following:

"(d) Grant to any borrower who meets the criteria of need established by regulation a loan, secured by first hypothec on all or part of the farm of such borrower, of up to eighty per cent of the value established by the Bureau."

(b) by replacing the word "age" in the last line of the second paragraph of paragraph *d* by the following: "age, provided that his interests in the economic farm operated by them represent, in the opinion of the Bureau, not less than twenty per cent of all of the interests in such farm";

(c) by replacing the words "holds one-third or more in value of the shares of any class of the corporation, or whose interests in the partnership represent, in the opinion of the Bureau, not less than one-third of all of the interests in such partnership." in the last seven lines of the third paragraph of paragraph *d*, by the words "owns not less than twenty per cent of the shares of each class issued by the corporation, or whose interests in the partnership represent, in the opinion of the Bureau, not less than twenty per cent of all



pour cent de l'ensemble des intérêts dans cette dernière. »;

d) par l'insertion, après le troisième alinéa du paragraphe *d*, du suivant:

« Un tel prêt peut aussi être consenti jusqu'à concurrence de quatre-vingt-dix pour cent de cette valeur à une coopérative d'exploitation agricole qui compte parmi ses producteurs actionnaires ou ses membres, selon le cas, un exploitant agricole âgé d'au moins dix-huit ans et d'au plus quarante ans détenant vingt pour cent ou plus des actions ordinaires émises ou des parts sociales, selon le cas. »;

e) par le remplacement des sous-paragraphes 1° et 2° du sixième alinéa du paragraphe *d* par les suivants:

« 1° cent mille dollars dans le cas d'un agriculteur ou d'un aspirant-agriculteur;

« 2° deux cent mille dollars dans le cas d'une corporation d'exploitation agricole, d'une coopérative d'exploitation agricole, d'une société d'exploitation agricole ou d'emprunteurs conjoints. »;

f) par l'addition, après le sixième alinéa du paragraphe *d*, des alinéas suivants:

« Un prêt hypothécaire consenti à un emprunteur peut, en outre d'être garanti par une première hypothèque sur la totalité ou sur une partie de la ferme de ce dernier, être garanti en même temps par une hypothèque sur la totalité ou sur une partie d'une autre ferme. Dans ce cas, l'Office, pour déterminer le montant maximum d'un prêt, tient compte de la valeur de toutes les fermes ou parties de fermes devant être hypothéquées en garantie dudit prêt.

Lorsque le droit de propriété d'une ferme ou d'une partie de ferme qui doit être hypothéquée à l'Office en garantie d'un prêt hypothécaire consenti par ce dernier repose sur un bail emphytéotique, ce bail doit être conforme aux normes prévues par règlement. Dans un tel cas, l'hypothèque accordée à l'Office peut prendre rang après l'hypothèque garantissant la redevance annuelle stipulée audit bail, nonobstant les dispositions des premier et huitième alinéas ainsi que de l'article 19; »;

g) par le remplacement du premier alinéa du paragraphe *d*<sup>1</sup> par le suivant:

« *d*<sup>1</sup>) Consentir à tout emprunteur répondant aux critères de besoin établis par

of the interests in such partnership.";

(*d*) by inserting, after the third paragraph of paragraph *d*, the following:

"Such a loan may also be granted, up to ninety per cent of such value, to an agricultural operations cooperative which has among its shareholder-producers or its members, as the case may be, a farm operator who is not less than eighteen nor more than forty years of age who holds not less than twenty per cent of the issued ordinary shares or of the common shares, as the case may be.";

(*e*) by replacing subparagraphs 1 and 2 of the sixth paragraph of paragraph *d* by the following:

"(1) one hundred thousand dollars in the case of a farmer or aspiring farmer;

"(2) two hundred thousand dollars in the case of an agricultural operations corporation, an agricultural operations cooperative, an agricultural operations partnership or joint borrowers.";

(*f*) by adding, after the sixth paragraph of paragraph *d*, the following:

"A hypothecary loan granted to a borrower may, in addition to being secured by a first hypothec on all or part of the farm of such borrower, be secured at the same time by a hypothec on all or part of another farm. In such case, the Bureau, to determine the maximum amount of the loan, shall take into account the value of all the farms or parts of farms to be hypothecated to secure the said loan.

When the ownership of a farm or part of a farm which is to be hypothecated to the Bureau as security for a hypothecary loan granted by it, is based on an emphyteutic lease, such lease must comply with the standards provided by regulation. In such case, the hypothec granted to the Bureau may rank after the hypothec securing the annual dues stipulated in the said lease, notwithstanding the provisions of the first and eighth paragraphs and of section 19;"

(*g*) by replacing the first paragraph of paragraph *d*<sup>1</sup> by the following:

"(*d*<sup>1</sup>) Grant to any borrower meeting the criteria of need established by reg-

règlement, propriétaire d'une ferme rentable et débiteur de l'Office soit à la suite ou à l'occasion d'un prêt consenti par l'Office en vertu du paragraphe *d*, soit à la suite ou à l'occasion d'un transfert de prêt hypothécaire de l'Office, soit à la suite ou à l'occasion d'une vente de ferme à lui faite par l'Office, un prêt garanti par nantissement agricole en faveur de l'Office, jusqu'à concurrence de quatre-vingt pour cent de la valeur des biens nantis établie par l'Office. »;

*h*) par le remplacement des sous-paragraphes 1° et 2° du deuxième alinéa du paragraphe *d*<sup>1</sup> par les suivants:

« 1° quarante mille dollars dans le cas d'un agriculteur ou d'un aspirant-agriculteur;

« 2° quatre-vingt mille dollars dans le cas d'une corporation d'exploitation agricole, d'une coopérative d'exploitation agricole, d'une société d'exploitation agricole ou d'emprunteurs conjoints. »;

*i*) par la suppression, dans les trois dernières lignes du troisième alinéa du paragraphe *d*<sup>1</sup>, des mots « , prenant rang immédiatement après l'hypothèque garantissant le prêt consenti en vertu du paragraphe *d* »;

*j*) par l'addition, après le paragraphe *d*<sup>1</sup>, du suivant:

« *d*<sup>2</sup>) Consentir à tout emprunteur répondant aux critères de besoin établis par règlement, locataire d'une ferme rentable, un prêt garanti par nantissement agricole en faveur de l'Office, jusqu'à concurrence de quatre-vingt pour cent de la valeur des biens nantis établie par l'Office.

Le montant total d'un tel prêt ne doit, en aucun cas, excéder les maximums prévus au paragraphe *d*<sup>1</sup> et le bail de l'emprunteur doit être conforme aux normes prévues par règlement.

L'occupant d'une ferme en vertu d'un billet de location est considéré comme locataire pour les fins de la présente loi; »;

*k*) par le remplacement du paragraphe *fa*<sup>1</sup> par le suivant:

« *fa*<sup>1</sup>) Déterminer par règlement les biens mentionnés à l'article 1979*a* du Code civil qui peuvent faire l'objet d'un nantissement agricole en faveur de l'Office en vertu des paragraphes *d*<sup>1</sup> et *d*<sup>2</sup> du présent article, de même que ceux qui peuvent

ulation who owns an economic farm and who is a debtor of the Bureau following or on the occasion of a loan granted by the Bureau under paragraph *d*, following or on the occasion of the transfer of a hypothecary loan (*prêt*) of the Bureau or following or on the occasion of the sale of a farm to such borrower by the Bureau, a loan secured by pledge of agricultural property in favour of the Bureau, of up to eighty per cent of the value of the property pledged established by the Bureau.”;

*h*) by replacing subparagraphs 1 and 2 of the second paragraph of paragraph *d*<sup>1</sup> by the following:

“(1) forty thousand dollars in the case of a farmer or aspiring farmer;

“(2) eighty thousand dollars in the case of an agricultural operations corporation, an agricultural operations cooperative, an agricultural operations partnership, or joint borrowers.”;

*i*) by striking out the words “, ranking immediately after the hypothec securing the loan granted under paragraph *d*” in the last four lines of the third paragraph of paragraph *d*<sup>1</sup>;

*j*) by adding, after paragraph *d*<sup>1</sup>, the following:

“(d<sup>2</sup>) Grant to any borrower meeting the criteria of need established by regulation who leases an economic farm, a loan secured by agricultural property in favour of the Bureau, of up to eighty per cent of the value of the pledged property established by the Bureau.

The total amount of such a loan shall in no case exceed the maximums provided for in paragraph *d*<sup>1</sup> and the borrower's lease must comply with the standards provided by regulation.

The occupant of a farm under a location ticket is considered to be a lessee for the purposes of this act;”;

*k*) by replacing paragraph *fa*<sup>1</sup> by the following:

“(fa<sup>1</sup>) Determine by regulation the property mentioned in article 1979*a* of the Civil Code which may be the object of a pledge of agricultural property in favour of the Bureau under paragraphs *d*<sup>1</sup> and *d*<sup>2</sup> of this section, and that which may consti-

constituer la base d'un prêt sur nantissement agricole; »;

l) par l'addition, après le paragraphe *fa*<sup>1</sup>, du suivant:

«*fa*<sup>2</sup>) Fixer par règlement les délais dans lesquels et les conditions suivant lesquelles une personne physique doit s'engager à faire de l'agriculture sa principale occupation, pour être considérée comme aspirant-agriculteur; »;

m) par le remplacement, dans la dernière ligne du paragraphe *g*, du mot « nantis; » par les mots « nantis ainsi que les critères du besoin d'un prêt pour quiconque en fait la demande; »;

n) par l'addition, après le paragraphe *g*, des suivants:

«*g*<sup>1</sup>) Définir par règlement les cas où un prêt doit être assorti d'un programme obligatoire d'opérations financières ainsi que les modalités auxquelles doit être soumis un tel prêt notamment quant à sa demande, aux honoraires de sa surveillance, aux obligations de l'emprunteur et à toutes autres conditions accessoires;

«*g*<sup>2</sup>) Déterminer par règlement les caractéristiques que doivent comporter et les formalités auxquelles doivent être assujettis le bail d'un emprunteur qui est locataire d'une ferme ainsi que le bail emphytéotique d'un emprunteur qui est preneur d'une ferme en vertu d'un tel bail; »;

o) par l'addition, après le paragraphe *k*, du suivant:

«*l*) Déterminer, dans le cas où une personne physique a plusieurs occupations importantes dont l'une est l'agriculture, laquelle constitue sa principale occupation aux fins de la présente loi; ».

**5.** L'article suivant est inséré après l'article 8 de ladite loi:

« **8a.** Lorsque effectivement des agriculteurs exploitent conjointement une ferme rentable constituée de l'ensemble de leurs fermes, ils ne peuvent obtenir un prêt qu'en qualité d'emprunteurs conjoints. »

[[**6.** Ladite loi est modifiée par l'addition, après l'article 14, des suivants:

tute the basis of a loan on a pledge of agricultural property; »;

(l) by adding, after paragraph *fa*<sup>1</sup>, the following:

«(*fa*<sup>2</sup>) Fix by regulation the delays within which and the conditions according to which a physical person must undertake to make farming his principal occupation to be considered an aspiring farmer; »;

(m) by replacing the word "property;" in the last line of paragraph *g* by the words "property, and also fix the criteria of need for any one who applies therefor; »;

(n) by adding after paragraph *g*, the following:

«(*g*<sup>1</sup>) Define by regulation the cases where a loan (*prêt*) must be accompanied with a mandatory programme of financial operations, and the terms and conditions to which such a loan must be subject, particularly with regard to the application for it, the supervision fees, the obligations of the borrower and any other accessory conditions;

«(*g*<sup>2</sup>) Determine by regulation the particulars that must be contained in and the formalities which must apply to the lease of a borrower who is the lessee of a farm and the emphyteutic lease of a borrower who occupies a farm under such a lease; »;

(o) by adding, after paragraph *k*, the following:

«(*l*) Determine, in cases where a physical person has several important occupations, including farming, which occupation constitutes his principal occupation for the purposes of this act; ».

**5.** The following section is inserted after section 8 of the said act:

« **8a.** Where farmers actually jointly operate an economic farm formed by the aggregate of their farms, they cannot obtain a loan except as joint borrowers. »

[[**6.** The said act is amended by adding, after section 14, the following:

« **14a.** Nonobstant les dispositions des articles 10 à 14, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser le ministre des finances à verser à l'Office et ce dernier à emprunter dudit ministre, tout montant jugé nécessaire pour faire les prêts autorisés par la présente loi.

« **14b.** Le ministre des finances est autorisé à verser à l'Office, à la demande de ce dernier, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises aux fins de combler, pour chaque exercice financier de l'Office, la différence entre le montant d'intérêt payable par ce dernier sur les emprunts contractés dudit ministre et le montant payé en intérêts par les emprunteurs ou les débiteurs de l'Office.

« **14c.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, à la demande de l'Office, autoriser le ministre des finances à combler, à même le fonds consolidé du revenu, le déficit d'opérations accumulé par l'Office au 31 mars 1975. »]]

**7.** L'article 15 de ladite loi, remplacé par l'article 10 du chapitre 41 des lois de 1969 et modifié par l'article 3 du chapitre 32 des lois de 1972, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, des mots « du paragraphe *d*<sup>1</sup> », par les mots « des paragraphes *d*<sup>1</sup> et *d*<sup>2</sup> ».

**8.** L'article 15a de ladite loi, édicté par l'article 11 du chapitre 41 des lois de 1969 et remplacé par l'article 4 du chapitre 32 des lois de 1972, est modifié par le remplacement, dans les neuvième et dixième lignes, des mots « qui lui a antérieurement été accordé à titre d'emprunteur conjoint », par les mots « qu'il a antérieurement obtenu conjointement avec d'autres ou dont il a assumé le paiement conjointement avec d'autres ».

**9.** L'article 16 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans les quatrième, cinquième et sixième lignes, des mots « de cinq pour cent par année, à compter du jour de l'échéance », par les mots « au taux annuel, conforme au règlement, sti-

“**14a.** Notwithstanding the provisions of sections 10 to 14, the Lieutenant-Governor in Council may, on such conditions as he may determine, authorize the Minister of Finance to pay to the Bureau, and the latter, to borrow from the said Minister, any amount considered necessary to make the loans authorized by this act.

“**14b.** The Minister of Finance is authorized to pay to the Bureau, if it so requests, out of the consolidated revenue fund, the sums required to make up, for each fiscal year of the Bureau, the difference between the amount of interest payable by it on the loans borrowed from the said Minister and the amount paid as interest by borrowers from or debtors of the Bureau.

“**14c.** The Lieutenant-Governor in Council may, if so requested by the Bureau, authorize the Minister of Finance to make up, out of the consolidated revenue fund, the accumulated operating deficit of the Bureau to 31 March 1975.”]]

**7.** Section 15 of the said act, replaced by section 10 of chapter 41 of the statutes of 1969 and amended by section 3 of chapter 32 of the statutes of 1972, is again amended by replacing the words “paragraph *d*<sup>1</sup>” in the second line of the second paragraph by the words “paragraphs *d*<sup>1</sup> and *d*<sup>2</sup>”.

**8.** Section 15a of the said act, enacted by section 11 of chapter 41 of the statutes of 1969 and replaced by section 4 of chapter 32 of the statutes of 1972, is amended by replacing the words “has been previously granted to him as joint borrower” in the tenth, eleventh and twelfth lines by the words “he previously obtained jointly with others or of which he has assumed payment jointly with others”.

**9.** Section 16 of the said act is amended by replacing the words “at the rate of five per cent per annum, to be reckoned from the date of maturity” in the fourth, fifth and sixth lines by the words “at the annual rate, according to the regulations,

pulé à l'acte de prêt pour tel versement, et cela à compter du jour de l'échéance de celui-ci ».

**10.** L'article 18 de ladite loi, modifié par l'article 5 du chapitre 32 des lois de 1972, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« L'Office peut également, dans les cas et suivant les modalités définies par règlement, exiger de quiconque demande un prêt, qu'il soumette, avant ou après sa demande, un programme d'opérations financières acceptable par l'Office, fixer les honoraires de surveillance d'un tel prêt et déterminer, dans l'acte de prêt, les obligations que doit contracter l'emprunteur en regard de tel programme. »

**11.** L'article suivant est inséré après l'article 18a de ladite loi:

« **18b.** L'Office peut également en tout temps, par ses représentants ou employés, tant pour les fins de la présente loi et de toute autre loi dont l'administration lui ressortit que pour les fins de tout plan, programme ou projet dont la direction ou l'exécution peut lui être confiée, entrer ou passer sur tout immeuble, faire l'inspection et l'évaluation de tel immeuble, de tous animaux de ferme et de tous autres biens mobiliers et mener toute enquête qu'il juge nécessaire.

Pour les fins de ces enquêtes et inspections, chacun des régisseurs de l'Office et des enquêteurs délégués par lui est investi de tous les pouvoirs et attributions conférés à un commissaire par la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11). »

**12.** L'article 19 de ladite loi, modifié par l'article 12 du chapitre 41 des lois de 1969 et remplacé par l'article 7 du chapitre 32 des lois de 1972, est modifié:

a) par l'insertion, dans la deuxième ligne du premier alinéa, après la lettre et le chiffre « d<sup>1</sup> », de ce qui suit: « , d<sup>2</sup> »;

b) par la suppression, dans la onzième ligne du premier alinéa, du mot « telle »;

stipulated in the deed of loan for such instalment, to be computed from its date of maturity”.

**10.** Section 18 of the said act, amended by section 5 of chapter 32 of the statutes of 1972, is again amended by adding, at the end, the following paragraph:

“The Bureau may also, in the cases and in accordance with the terms and conditions defined by regulation, require any person who applies for a loan to submit, before or after his application, a programme of financial operations acceptable to the Bureau, fix the supervision fees for such a loan and determine in the deed of loan the obligations that the borrower must submit to in regard to such programme.”

**11.** The following section is inserted after section 18a of the said act:

“**18b.** The Bureau may also, at any time, by its representatives or employees, for the purposes of this act or of any other act under its administration or for the purposes of any plan, programme or project the direction or execution of which may be entrusted to it, enter or pass on any immovable, inspect and appraise such immovable, any farm animal and any other agricultural moveable property and conduct any investigation it considers necessary.

For the purposes of such investigations and inspections, every member (*régisseur*) of the Bureau and every investigator it delegates shall have the powers and attributions conferred on a commissioner by the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11).

**12.** Section 19 of the said act, amended by section 12 of chapter 41 of the statutes of 1969 and replaced by section 7 of chapter 32 of the statutes of 1972, is amended:

(a) by inserting after the letter and figure “d<sup>1</sup>” in the second line of the first paragraph, the following: “, d<sup>2</sup>”;

(b) by replacing the word “such” in the tenth line by the word “a”;

c) par l'insertion, dans la quatrième ligne du deuxième alinéa, après la lettre et le chiffre «  $d^1$  », de ce qui suit: « ,  $d^2$  »;

d) par le remplacement, dans la septième ligne du deuxième alinéa, des mots « et  $d^1$  », par les mots « ,  $d^1$  et  $d^2$  ».

**13.** L'article 20a de ladite loi, édicté par l'article 14 du chapitre 41 des lois de 1969 et remplacé par l'article 8 du chapitre 32 des lois de 1972, est modifié:

a) par le remplacement des premier et deuxième alinéas par les suivants:

« Le montant total dû à l'Office par un emprunteur en vertu de la présente loi ne doit en aucun cas excéder \$100,000 en principal lorsque l'emprunteur est un agriculteur ou un aspirant-agriculteur et \$200,000 dans le cas d'une corporation d'exploitation agricole, d'une société d'exploitation agricole, d'une coopérative d'exploitation agricole ou d'emprunteurs conjoints, sauf quant aux dettes qui leur échoient par succession ou qu'ils ont contractées pour l'acquisition d'un bien dont l'Office a disposé en vertu du paragraphe c de l'article 8.

Pour les fins de l'alinéa précédent, le montant total dû à l'Office en vertu de la présente loi par un agriculteur ou un aspirant-agriculteur qui a déjà obtenu un prêt conjointement avec d'autres, ne doit en aucun cas excéder \$100,000 en y comprenant sa part relative dans le prêt qu'il a déjà ainsi obtenu conjointement. »;

b) par le remplacement, dans la troisième ligne du troisième alinéa, du chiffre « \$60,000 » par le chiffre « \$200,000 »;

c) par l'insertion, dans la cinquième ligne du quatrième alinéa, après les mots « paragraphe  $d^1$  », des mots « et du deuxième alinéa du paragraphe  $d^2$  ».

**14.** L'article 21 de ladite loi, remplacé par l'article 15 du chapitre 41 des lois de 1969 et modifié par l'article 9 du chapitre 32 des lois de 1972, est de nouveau modifié par l'addition, après le deuxième alinéa, du suivant:

« Aucune émission ou répartition, aucun transfert ni aucun remboursement d'actions ordinaires ou de parts sociales, selon le cas, d'une coopérative d'exploitation

(c) by inserting after the letter and figure " $d^1$ " in the fourth line of the second paragraph, the following: ",  $d^2$ ";

(d) by replacing the words "and  $d^1$ " in the sixth line of the second paragraph by the words ",  $d^1$  and  $d^2$ ".

**13.** Section 20a of the said act, enacted by section 14 of chapter 41 of the statutes of 1969 and replaced by section 8 of chapter 32 of the statutes of 1972, is amended:

(a) by replacing the first and second paragraphs by the following:

"The total amount owed to the Bureau by a borrower under this act shall in no case exceed \$100,000 in capital when the borrower is a farmer or an aspiring farmer and \$200,000 in the case of an agricultural operations corporation, an agricultural operations partnership, an agricultural operations cooperative or joint borrowers, except with respect to debts which devolve to them by succession or which they have contracted for the acquisition of a property of which the Bureau has disposed under paragraph c of section 8.

For the purposes of the preceding paragraph, the total amount owed to the Bureau under this act by a farmer or an aspiring farmer who has already obtained a loan jointly with others, shall in no case exceed \$100,000 including his relative share in the loan which he has already so obtained jointly.";

(b) by replacing the figure "\$60,000" in the third line of the third paragraph by the figure "\$200,000";

(c) by inserting after the words "paragraph  $d^1$ " in the fifth line of the fourth paragraph, the words "and the second paragraph of paragraph  $d^2$ ".

**14.** Section 21 of the said act, replaced by section 15 of chapter 41 of the statutes of 1969 and amended by section 9 of chapter 32 of the statutes of 1972, is again amended by adding, after the second paragraph, the following:

"No issue, allotment, transfer or reimbursement of ordinary shares or common shares, as the case may be, of an agricultural operations cooperative to which a

agricole à qui un prêt a été consenti par l'Office, n'est valide sans l'autorisation de ce dernier. »

**15.** L'article 21*a* de ladite loi, édicté par l'article 10 du chapitre 32 des lois de 1972, est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne, après la lettre et le chiffre « *d*<sup>1</sup> », des mots « ou du paragraphe *d*<sup>2</sup> ».

**16.** L'article 36 de ladite loi, modifié par l'article 21 du chapitre 41 des lois de 1969, est de nouveau modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe *c*, du mot « immeuble » par le mot « bien ».

**17.** L'article 42*a* de ladite loi, édicté par l'article 22 du chapitre 41 des lois de 1969, est modifié :

*a*) par l'addition, à la fin du paragraphe *a* du premier alinéa, après le mot « agriculture », des mots « ou de la foresterie » ;

*b*) par le remplacement, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, du mot « dix » par le mot « douze ».

**18.** L'article 42*b* de ladite loi, édicté par l'article 22 du chapitre 41 des lois de 1969, est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne du paragraphe *a*, après le mot « loi », des suivants : «, de toute autre loi dont l'administration ressortit à l'Office et de tout plan, programme ou projet dont la direction ou l'exécution peut être confiée à l'Office ».

**19.** Dans la version anglaise de toute loi administrée par l'Office, le mot « exploitation », lorsqu'il traduit le mot français « exploitation », est remplacé par le mot « operations ».

**20.** La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreront en vigueur à toute date ultérieure qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

loan has been granted by the Bureau shall be valid without the authorization of the Bureau."

**15.** Section 21*a* of the said act, enacted by section 10 of chapter 32 of the statutes of 1972, is amended by inserting after the letter and figure "*d*" in the second line, the words "or paragraph *d*<sup>2</sup>".

**16.** Section 36 of the said act, amended by section 21 of chapter 41 of the statutes of 1969, is again amended by replacing the words "an immoveable" in the third and fourth lines of paragraph *c* by the word "property".

**17.** Section 42*a* of the said act, enacted by section 22 of chapter 41 of the statutes of 1969, is amended:

*(a)* by adding after the word "agriculture" at the end of subparagraph *a* of the first paragraph, the words "or of forestry";

*(b)* by replacing the word "ten" in the second line of the second paragraph by the word "twelve".

**18.** Section 42*b* of the said act, enacted by section 22 of chapter 41 of the statutes of 1969, is amended by inserting, after the word "act" in the third line of paragraph *a*, the following words: " , of any other act for the administration of which the Bureau is responsible and any plan, programme or project the direction or carrying out of which may be entrusted to the Bureau".

**19.** In the English text of any act administered by the Bureau, the word "exploitation", where used as the equivalent of the French word "exploitation", is replaced by the word "operations".

**20.** This act shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, except the provisions excluded by such proclamation, which shall come into force on any later date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.